

## **De Rome à Loctudy : la naissance difficile d'un mouvement international des pêcheurs artisans**

**Alain LE SANN**

Collectif Pêche et Développement  
1, Avenue de la Marne  
56100 - LORIENT

**Résumé :** Depuis 1984, année où s'est tenue à Rome, une conférence parallèle des pêcheurs artisans, des réseaux d'ONG ont préparé l'émergence d'une organisation internationale de pêcheurs artisans. À Loctudy, en octobre 2000, le projet a finalement échoué.

**Mots-clés :** ONG. Pêcheurs artisans. Pêche artisanale. FAO. Mondialisation. Relations de genre.

**Abstract :** Since 1984, the year when the international conference of fishworkers and their supporters was held in Rome, NGOs' networks have set up the emergence of an international organization of artisanal fishermen. In Loctudy, in October 2000, the project finally failed.

**Key words :** NGO. Artisanal Fishermen. Artisanal Fisheries. FAO. Globalization. Gender Relations.

De juillet 1984, à Rome, à octobre 2000, à Loctudy dans le Finistère, se sont tissés des liens humains et organisationnels qui devaient déboucher sur la création d'une organisation internationale de pêcheurs artisans. En réalité, l'assemblée de Loctudy a débouché sur la création de deux forums, aux statuts quasiment identiques, l'un regroupant l'Europe et l'ensemble de l'Amérique, l'autre, les organisations d'Asie, d'Afrique et les Maoris de Nouvelle-Zélande. Les ferments de l'unité n'ont pas été assez puissants pour contrer les suspicions, les divergences fondées sur des réalités très diverses. Il n'est guère évident en effet, de regrouper dans un même mouvement, des pêcheurs préoccupés avant tout par leur subsistance et d'autres bénéficiant parfois de revenus confortables et profondément insérés dans une économie d'échanges mondialisée. Pourtant, les uns et les autres subissent une crise majeure aux aspects multiples, ils cherchent tous à défendre un avenir pour la pêche artisanale et chacun est conscient que seul le modèle artisan constitue une réponse à cette crise.

### **I - DES INITIATIVES DU SUD**

#### **A - Une crise précoce en Asie**

L'initiative de la conférence parallèle des travailleurs de la pêche tenue à Rome en juillet 1984, a été prise cette même année par des ONG et des organisations de pêcheurs de l'Inde. En juin et juillet 1984, la FAO avait convoqué à Rome une importante conférence pour définir les nouvelles stratégies des pêches à mettre en œuvre dans le cadre de la création des ZEE issues de la Convention sur le droit de la mer adoptée en 1982. Les pêcheurs indiens souhaitaient être représentés dans cette conférence, ce que la FAO refusa, considérant que seuls les États devaient être représentés. Dans les faits, les pêcheurs artisans étaient donc totalement absents de la conférence, tandis que les représentants de la pêche industrielle y participaient, soit directement dans les délégations, soit en tant qu'observateurs membres d'ONG. À cette date les seules ONG accréditées étaient en fait les organisations professionnelles du secteur industriel. Écartés, les pêcheurs indiens organisés dans la National

Fishermen Forum (NFF), appuyés par des ONG du Kerala, décidèrent d'organiser une rencontre parallèle, regroupant des représentants de pêcheurs et des ONG. La rencontre bénéficia du soutien de quelques ONG européennes de la mouvance chrétienne et de fonds de coopération de quelques États d'Europe du Nord. Quatre-vingts personnes de tous les continents purent ainsi se réunir et adopter une déclaration qui posa les bases d'un mouvement international pour la promotion de la pêche artisanale (Bellec, 1998). L'initiative prise par les associations indiennes était la manifestation concrète de leurs capacités d'analyse et d'organisation. Le NFF s'était structuré en Inde dans les années 1970 en réponse au développement d'une crise grave dans le secteur de la pêche traditionnelle. Cette crise avait des origines multiples. Elle était le résultat d'une pression croissante sur les ressources littorales du fait de l'accroissement démographique. Dans le sud du pays, on compte un pêcheur au mètre de côte. Les activités secondaires et tertiaires étaient incapables d'absorber les pêcheurs en surnombre. Ce phénomène accentuait la misère chez des pêcheurs marginalisés et oubliés par les pouvoirs. Politiquement les pêcheurs ne constituaient pas un groupe suffisamment puissant pour attirer leur attention. Paysans, ouvriers ou classes moyennes constituaient les bases traditionnelles des forces politiques. Même pour les forces communistes puissantes au Kerala, les pêcheurs traditionnels ne représentaient pas une base politique de référence. À cette pression interne, s'est ajoutée durant les années 1970 une pression venue du large avec le développement d'une pêche industrielle, contrôlée par des investisseurs extérieurs au monde de la pêche, attirés par l'espoir de profits rapides grâce au développement du chalutage orienté vers la crevette destinée à l'exportation. Cette activité chalutière s'exerçant près de la côte entraînait directement en concurrence avec les activités traditionnelles des pêcheurs artisans.

Par ailleurs, l'importance des rejets avait des conséquences sur les ressources disponibles pour les pêcheurs traditionnels ne disposant que de leurs canoës ou de leurs kattumaram. Très rapidement, les tensions furent très vives entre les deux secteurs. Des dizaines de chalutiers furent brûlés par les pêcheurs traditionnels, des dizaines de pêcheurs périrent au cours de ces incendies et bagarres. Ce scénario se retrouvait sur la plupart des côtes asiatiques en Thaïlande, en Malaisie, en Indonésie, aux Philippines.

Au cours de ces luttes émergèrent des leaders qui bénéficièrent de l'appui d'ONG pour structurer leur mouvement et dépasser les manifestations spontanées et violentes sans perspective. Une partie du clergé et des militants d'origine catholique, influencés par la théologie de la libération, s'investirent à corps perdu dans le renforcement des organisations de pêcheurs. Le Kerala présente en effet la particularité d'avoir les plus importantes communautés chrétiennes de l'Inde, particulièrement influentes chez les pêcheurs traditionnels. Cette particularité a joué un rôle important pour le développement du mouvement car les organisations ont pu ainsi disposer de moyens humains importants, parfois de financements, mais aussi de l'accès à des réseaux mondiaux à travers les diverses structures d'Église (congrégations, mouvements d'action catholique, courants théologiques).

C'est ainsi que purent se nouer des liens avec des mouvements de pêcheurs en Asie notamment les Philippines, autre pays catholique de la région. Ces réseaux internationaux permirent également de mobiliser, au moment de la conférence de Rome, des contacts en Europe, au Canada, en Afrique, en Amérique latine. Par ailleurs, la FAO elle-même travaillait beaucoup sur les problèmes de la pêche en Asie, les chercheurs ont ainsi pu créer des liens utiles pour les mobilisations à venir.

Cette mobilisation des pêcheurs artisans traditionnels face à la crise, se heurtait aux choix des gouvernements des pays du Sud. En effet, la création récente des ZEE, faisait prendre conscience, à ce moment, aux pouvoirs publics, de l'intérêt de la pêche dans leur stratégie de développement. Le début de l'explosion des échanges des produits de la mer commençait à faire miroiter les perspectives de devises. La crevette en particulier attirait les convoitises. Toutes les conditions étaient donc réunies pour une confrontation sévère entre les gouvernements fascinés par la modernisation des pêches et les communautés littorales de pêcheurs traditionnels confrontés à une crise multiforme sans précédent. La tenue à Rome de deux conférences parallèles manifestait clairement cette réalité.

## **B - Des réseaux issus du Sud**

À Rome en 1984, il était clair que l'initiative venait du Sud, c'est de là aussi que venaient les idées. Il s'agissait d'une rupture dans le fonctionnement classique des ONG et des réseaux socio-professionnels. L'argent venant du Nord, les rencontres internationales étaient constituées majoritairement de participants du Nord et les problématiques étaient posées principalement par des gens du Nord. Les dix années suivantes furent consacrées par les initiateurs de la conférence de Rome à la consolidation des organisations de pêcheurs au Sud et à la structuration des réseaux d'appui.

En 1986, en Inde fut créé ICSF (International Collective in Support of Fishworkers), en français CIAPA (Collectif International d'Appui aux Pêcheurs Artisans). Dans un premier temps, un secrétariat fut basé à Bruxelles. Le réseau était constitué à majorité (70 à 80 %) de membres de pays du Sud. Ses membres étaient des chercheurs, des militants d'ONG, des animateurs d'organisations professionnelles. Il n'y avait pas de pêcheurs, il s'agissait de créer un réseau d'appui aux organisations professionnelles en favorisant la recherche participative, les publications, les rencontres internationales.

La localisation du secrétariat à Bruxelles déboucha sur une crise car les initiateurs indiens constataient une dérive de l'activité et des financements en faveur de l'Europe. À partir de 1990, le secrétariat fut donc situé en Inde. Cette crise posait le problème des rapports entre les membres du réseau issus du Nord et ceux du Sud. La question fut même posée de la création d'un réseau centré uniquement sur le Sud.

Finalement, grâce en particulier aux relations étroites entre Européens et Africains, le lien fut maintenu mais cette question de la solidarité Nord-Sud au sein d'un réseau international rejaillira au moment de la création du Forum mondial des pêcheurs. Ce qui était en jeu pour le Nord ce n'était pas tant sa capacité à dégager des financements sans interférer dans les orientations d'un réseau axé prioritairement sur le Sud, c'était bien sa capacité à redéfinir ses propres objectifs de développement pour qu'ils soient compatibles avec la promotion des intérêts du Sud. C'est la crise grave traversée par le secteur des pêches en Europe et au Canada qui a témoigné de la capacité de certains acteurs du Nord à s'engager réellement dans une logique de développement durable, c'est-à-dire, responsable et solidaire.

## **II - EUROPE – AFRIQUE : L'ENJEU DE LA PCP**

Dans la décennie 1990, la Politique Commune des Pêches manifestait des signes d'essoufflement. La crise de la ressource, la crise des prix en 1993-1994, étaient étroitement liées à la politique des accords de pêche, qui pesaient d'un poids considérable sur les dépenses liées à cette PCP : les accords de pêche ont pour double fonction d'assurer l'approvisionnement d'un marché largement déficitaire et de permettre aux flottes européennes dans les eaux des pays tiers de continuer leur activité ou de l'étendre. En 1992, par exemple, l'accord avec l'Argentine permit aux flottes lointaines galiciennes, expulsées des eaux namibiennes, de se redéployer sur les stocks de merlu de l'Atlantique sud-ouest. C'est dans ce contexte que se constitua un réseau associant ONG européennes, ONG africaines et associations professionnelles émergentes comme le CNPS au Sénégal. Cette CAPE (Coalition pour des Accords de Pêche Équitables), mena une première campagne en 1992 sur la renégociation des accords entre l'Union européenne et le Sénégal. Des pêcheurs canadiens et français participèrent au premier congrès du CNPS à Dakar en 1991.

Ces contacts furent poursuivis jusqu'à la rencontre de Loctudy. Ils se révélèrent particulièrement importants durant les deux crises françaises de 1993 et 1994. Ces crises, pour les pêcheurs, mettaient en cause le développement des importations à bas prix de poisson des pays du Sud. En l'absence de contacts étroits entre pêcheurs et organisations de France et du Sénégal, l'hostilité aux importations aurait facilement pu se transformer chez nombre de pêcheurs en opposition aux pêcheurs du Sud. Les échanges fréquents permirent à chacun de se comprendre et des pêcheurs chiliens comme des Sénégalais purent témoigner de leur compréhension pour l'action très dure de leurs partenaires

français. Cette crise créait aussi une nouvelle donne et posait les bases d'une autre approche de la solidarité.

Dans les années 1980, au moment où la pêche artisanale atteignait son apogée, la solidarité ne pouvait se manifester que sur la base d'une aide et d'une assistance : les pêcheurs aisés du Nord venaient aider les pêcheurs du Sud à s'organiser et à se moderniser ; ils se positionnaient plutôt en donneurs de conseils. La crise aurait pu entraîner une réaction de repli nationaliste. Les "leaders" du mouvement eurent, pour beaucoup, la sagesse de comprendre que, face à la mondialisation des marchés, la réponse se trouvait dans la solidarité entre pêcheurs artisans. Désormais la solidarité pouvait se placer à un autre niveau. Les pêcheurs du Nord avaient aussi des problèmes à résoudre : leurs organisations, en apparence si solides, n'avaient pas été en mesure de répondre à la crise ; elles n'avaient plus de leçons à donner. Il s'agissait désormais, sur une base réellement partenariale et égalitaire, de concevoir ensemble des réponses à des problèmes communs comme la crise de la ressource, la régulation des marchés mondialisés, l'avenir de la PCP, etc.

D'une manière significative, le Collectif d'appui au CNPS qui, en France, regroupait ONG et pêcheurs pour coordonner les échanges avec le Sénégal, décida en 1996 de se transformer en "Collectif Pêche et Développement". Il s'agissait par là de montrer que les problèmes de développement ne se manifestaient pas seulement au Sud, mais qu'ils touchaient aussi le Nord. Par ailleurs, la perspective s'élargissait au-delà du Sénégal, intégrant le problème de la mondialisation dans sa globalité.

### III – 1995, L'ANNÉE CHARNIÈRE

En 1995, l'adoption par les Nations unies de l'Accord sur les stocks chevauchants, suivie de celle du Code de conduite pour une pêche responsable par la FAO, consacra la victoire d'une nouvelle approche au sein des organisations internationales, dans le prolongement du Sommet de la Terre à Rio en 1992. L'Accord sur les stocks chevauchants renforçait le pouvoir de contrôle des États côtiers sur les activités des flottes étrangères en haute mer. Il était fortement soutenu par des organisations de pêcheurs et par des États, comme le Canada, confrontés à un effondrement de certains stocks comme celui de la morue. Le Code de conduite, pour sa part, témoignait du souci de prendre en compte les intérêts de la pêche côtière traditionnelle de subsistance, ainsi que les préoccupations de gestion de la ressource et de protection de l'environnement. La FAO avait renoncé à son discours moderniste précédent et acceptait désormais d'entendre la voix des organisations de pêcheurs artisans qui étaient consultées. La hiérarchie des grandes puissances halieutiques était entrée dans une phase de bouleversements, le Japon s'effaçait devant la montée en puissance de la Chine. La flotte conquérante de l'ex-URSS était à l'agonie. Les pays du Sud pesaient d'un poids croissant sur la définition des stratégies des pêches. Enfin, la démocratisation de nombreux pays d'Amérique latine permettait à de solides organisations professionnelles de pêcheurs artisans de faire entendre leur voix.

C'est dans ce contexte que le Canada accueillit la FAO pour célébrer son cinquantenaire. À cette occasion, plusieurs organisations de pêcheurs étaient invitées, dont une délégation du NFF indien. La rencontre avec les représentants du Conseil canadien des Pêcheurs Professionnels déboucha sur la proposition de créer une organisation internationale des pêcheurs artisans, capable de faire entendre leur voix dans les instances internationales. Indiens et Canadiens avaient en commun d'être confrontés à une crise grave qui touchait les pêcheries côtières et de remettre en cause la pêche industrielle, notamment étrangère, présente dans leurs eaux. Le Canada vivait douloureusement l'effondrement des stocks de morue tandis que les Indiens s'inquiétaient à la fois du développement de leur pêche industrielle nationale (crevettes) et de l'octroi de droits de pêche à des navires étrangers. Par ailleurs, la création de l'ALENA et de l'OMC, qui prenait la suite du GATT en 1994 à Marrakech, fit prendre conscience aux pêcheurs artisans des nouvelles menaces sur la privatisation des ressources. L'expérience des quotas transférables qui se développait dans de nombreux pays du Nord (Islande, Nouvelle-Zélande...) risquait d'apparaître comme une solution généralisable, y compris dans des pays du Sud. Les organisations présentes à Québec décidèrent de se donner rendez-vous en 1997 à Delhi, dans le but de poser les bases d'une organisation internationale de pêcheurs artisans.

#### IV – L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX CONCEPTS

Une telle initiative n'était pas seulement le résultat de la mise en réseau soutenue par les ONG d'appui et en particulier ICS ; elle était aussi l'aboutissement d'un effort considérable de conceptualisation qui était déjà perceptible dans la déclaration de Rome en 1984 et s'est approfondi les dix années suivantes. Ces concepts, diffusés et parfois créés par les ONG d'appui, ont permis aux organisations de pêcheurs de formaliser leurs revendications, de se doter d'une base de réflexion commune. L'une des difficultés résidait cependant dans les problèmes de traduction. En effet, la source principale de ces concepts se situait en Inde, surtout au Kerala, principal État pour la pêche, dont la langue principale de travail des réseaux est l'anglais.

Cette langue tend d'ailleurs à devenir hégémonique dans les milieux internationaux de la pêche, la traduction en français et en espagnol étant souvent approximative. C'est ainsi que *fisheries management* est généralement traduit par "aménagement des pêcheries", ce qui n'a guère de sens. Le terme de "fisheries industry" se trouve parfois traduit par "industrie des pêches" ou même "pêche industrielle" ce qui n'a rien à voir avec le concept anglais. ICSF a ainsi progressivement vulgarisé le terme de "Fishworkers". L'intérêt de ce terme anglais est d'être neutre par rapport à *fishermen* et d'autre part, il oblige à considérer l'activité de pêche dans sa complexité, en dépassant la simple capture. La traduction est difficile sinon impossible ; "travailleur de la pêche" évoque plutôt les salariés du secteur plus que le monde des artisans, de plus c'est un terme masculin et il n'inclut pas le secteur de la transformation et du mareyage. Pourtant le passage de *fishermen* à *fishworkers* est significatif et il a donné lieu à des débats pour s'imposer au NFF en Inde, qui est devenu le "National Fishworkers Forum". Le changement de terme implique également un nouveau type d'organisation, qui intègre en particulier les femmes. Il ne s'agit plus d'une organisation strictement professionnelle puisqu'elle devient une organisation de communautés. Le concept de *Coastal communities* est un autre concept majeur, il est bien adapté aux réalités de la majorité des pays du Sud et de quelques pays du Nord, là où la pêche reste l'activité dominante qui structure la vie des villages ou des petits ensembles urbains. Il n'est guère pertinent pour la majorité de la pêche française.

Au sein d'ICSF, mais aussi chez certains chercheurs, la réflexion a également beaucoup porté sur la définition des droits de pêche communautaires (Kurién, 1991 et 2001). Face au développement des logiques de privatisation de l'accès aux ressources, par quotas transférables notamment, il est en effet nécessaire de consolider juridiquement les droits d'accès des artisans. Dès la conférence de Rome est apparu le concept de "small scale fisheries" (Kurién, 2000). La traduction littérale n'est guère utilisée en français, la notion de pêche artisanale en France est liée à une définition technique de même que celles de "petite pêche" ou "pêche côtière". Il reste donc nécessaire de faire un travail de clarification conceptuelle pour intégrer des concepts utilisés au niveau international dans la terminologie française, en veillant à ce qu'elle soit également adaptée aux autres pays francophones. Enfin ICSF, poussé par un petit noyau de femmes très déterminées, encore une fois du Kerala, a beaucoup œuvré pour affirmer la place des femmes dans la pêche et dans les organisations (Yemaya, ICSF). Plusieurs ateliers internationaux ont été consacrés à la formation sur les questions de genre dans la pêche. Ces travaux ont permis la constitution d'un réseau de femmes qui a joué un rôle important dans la préparation de l'assemblée de Loctudy.

#### V - DE DELHI À LOCTUDY

##### A – De l'unité aux tensions

En novembre 1997, à Delhi, grâce au Collectif Pêche et Développement, une délégation de cinq personnes dont trois pêcheurs et une femme de pêcheur, put participer activement à la rencontre. Cette participation constituait l'aboutissement des contacts internationaux noués depuis dix ans, au Guilvinec et à Cherbourg, mais aussi ailleurs, et coordonnés depuis peu par le collectif. Canada, Inde, Grande-Bretagne, Chili, Sénégal, Madagascar, cette ouverture avait permis de découvrir mutuellement

la diversité des systèmes de pêche, y compris dans le secteur artisan, de comprendre les préoccupations et les objectifs des uns et des autres.

Cette position particulière de la délégation française fut bien perçue par les organisateurs, ce qui permit déjà d'évoquer la possibilité d'organiser la rencontre future en Bretagne. Cependant les Français ne furent pas représentés dans le comité de coordination du forum mondial des pêcheurs dont la création fut annoncée à l'issue des débats. Six régions étaient représentées dans le comité : l'Europe fut représentée par le délégué islandais, les deux Amériques furent dissociées, l'Asie avait trois délégués dont deux pour l'Inde avec le Président Tom Kochery, leader du NFF, mais aussi le représentant d'une coordination de mouvements populaires indiens. L'alliance Nord-Sud fut scellée par la désignation de François Poulin, le "leader" canadien, comme coordinateur adjoint.

Une Charte provisoire en 17 points fut adoptée à l'unanimité. Seule la délégation argentine, plutôt représentative du secteur industriel, la rejeta et se retira. Des statuts provisoires furent également adoptés. L'adoption définitive de ces textes était prévue lors de l'assemblée générale constitutive trois ans plus tard. À Delhi, malgré une intervention rigoureuse et vigoureuse de Nalini Nayak sur la place des femmes, une seule femme fut désignée membre du comité de coordination. Par la suite, le réseau des femmes accentua sa pression lors des trois réunions du comité de coordination, jusqu'à obtenir des délégations paritaires à l'assemblée de Loctudy, malgré les résistances de plusieurs membres.

Cependant, outre la question de la représentation des femmes, d'autres problèmes troublèrent la préparation de l'assemblée de Loctudy. La France avait sans doute été choisie du fait de l'importance de ses liens avec d'autres organisations. La faiblesse du nombre des pêcheurs limitait aussi les risques de conforter le poids du pays organisateur. Par ailleurs, l'existence du collectif et l'appui des ONG françaises garantissaient des capacités d'organisation et de financement. La nature du secteur artisan du pays bigouden pouvait poser problème ; la question du chalutage avait déjà été soulevée mais Tom Kochery, tout en considérant que cette question faisait débat n'en fit pas un problème majeur, balayant les appréhensions du comité local du Guilvinec en déclarant : "Je suis ici comme chez moi".

Très tôt après Delhi, les tensions s'aggravèrent entre Indiens et Canadiens. Tout d'abord, au sujet des financements, car les Canadiens ne purent tenir certaines promesses de fonds, alors que le financement du forum reposait largement sur eux. D'autre part la question des alliances dans le combat contre la mondialisation libérale aboutit à une véritable rupture. Peu avant le rassemblement anti-OMC de Seattle en novembre 1999, Tom Kochery organisa une tournée aux États-Unis, financée par Greenpeace, sans en avoir discuté avec le comité de coordination. Le désaccord portait non sur la participation à Seattle, mais sur l'absence de discussion préalable et l'alliance avec Greenpeace. De nombreuses organisations de pêcheurs (surtout du Nord : Canada, Islande, France...) étaient en conflit direct avec Greenpeace qui travaillait en lien avec le NFF. Une lettre à Greenpeace fut signée par une majorité du comité de coordination pour préciser que Tom Kochery ne pouvait engager le forum auprès de Greenpeace. Ainsi désavoué, le président fondateur s'estimait bafoué, qui plus est par des pays du Nord, il sentait aussi que l'alliance se constituait autour du Canada pour favoriser la présidence du délégué chilien à la prochaine assemblée. L'organisation fondatrice la plus puissante du forum serait ainsi mise à l'écart et, pour le NFF, le Sud serait marginalisé. Dès lors, l'enjeu de Loctudy devenait une course pour le pouvoir, ce qui perturba la préparation de la rencontre et encore plus son déroulement.

#### **B - Une scission programmée (Bellec, 2001 ; O'Riordan, 2000)**

Près de 35 délégations se retrouvèrent à Loctudy le 2 octobre 2000. Dès le premier jour, la tonalité était donnée. Certaines délégations attaquèrent avec violence l'inaction du forum et les attaques fusaient contre le colonialisme du Nord. Chaque camp avait préparé ses troupes. La violence des critiques contre les Canadiens atteignit son sommet le jeudi matin. La discussion était bloquée, les débats sur le fond escamotés et seuls comptaient les statuts pour le contrôle du pouvoir. Un débat paralysa l'assemblée : faut-il six régions comme décidé à Delhi ou cinq continents comme le proposaient les Indiens en regroupant Latino-Américains et Nord-Américains, considérant que les six

régions avantageaient les deux pays d'Amérique du Nord ? Les femmes, modératrices, étaient absentes du comité de coordination qui ne pilotait plus une assemblée déchirée. Le vendredi en fin de journée, après des heures de débats tendus, un vote sur les cinq ou six régions donna 28 voix aux partisans du statu quo à six régions, 23 voix pour les autres. La minorité décida alors, à la surprise générale, de quitter la salle pour créer son propre forum avec les délégations asiatiques, africaines, maoris et quelques individualités. De nombreux Africains, de nombreuses femmes, ont regretté cette rupture qui brisait des liens patiemment tissés depuis plus de 15 ans.

En réalité, derrière cette volonté farouche des délégués indiens de conserver le pouvoir se dessinait des contradictions profondes et des méconnaissances, que les réseaux mis en place depuis Rome n'avaient pas suffi à dépasser. Personne ne remettait en cause la priorité à donner aux pêcheurs du Sud à qui revenait la présidence, mais pour l'Inde et le Chili les enjeux n'étaient pas les mêmes. Les pêcheurs artisans chiliens sont déjà largement engagés dans une économie marchande internationalisée tandis que pour les Indiens la priorité reste la défense d'une pêche de subsistance. La culture d'organisation en Asie, Afrique de l'Ouest ou Amérique latine n'est pas la même. Les Indiens et certains de leurs partenaires donnent la priorité à un combat de nature plus politique que professionnel et développent des alliances avec les écologistes et des mouvements sociaux. Pour les autres, le combat s'inscrit plus dans une stratégie d'organisation professionnelle, même si des alliances sont possibles avec certaines forces dans le cadre du combat contre la mondialisation libérale, l'objectif principal reste la négociation avec les États et la reconnaissance par les organisations internationales. Au Sud, les rancœurs nées du colonialisme récent sont loin d'être dissipées et les organisations du Nord sont vite soupçonnées de néocolonialisme dès qu'elles manifestent une divergence et refusent de s'aligner sur les organisations du Sud représentant les masses de pêcheurs marginalisés.

### **Conclusion : Reconstruire**

Des années de travail de réseau ont été gâchées en quelques mois. Certes des liens subsistent, les deux forums fonctionnent, mais la dynamique a été brisée et la voix des pêcheurs artisans n'a pas acquis la force indispensable pour garantir l'avenir. Ceux qui ont vécu cette aventure n'auront sans doute pas la force de se retrouver autour d'un projet commun et d'une organisation dont les pêcheurs artisans ont besoin pour faire face à tous les dangers qui les menacent, en particulier la privatisation des ressources. Si le projet n'a pu aboutir, c'est aussi sans doute parce qu'il n'était pas encore mûr. Pour se comprendre par-delà les langues, les cultures, les systèmes économiques, les conflits du passé, il faut un long travail de connaissance mutuelle, de clarification des objectifs. Pour cela il faut du temps, des moyens. Les organisations de pêcheurs en ont peu ; de plus elles sont souvent jeunes et fragiles, affaiblies par des divergences aggravées par la violence et la rapidité des mutations en cours. Le forum, avec la charte en 17 points, adoptée à l'unanimité, avec l'affirmation de la parité, avait permis de franchir un pas important, mais la conscience de l'unité n'était pas encore suffisamment ancrée pour permettre de dépasser les difficultés inévitables d'un mouvement aussi complexe. Les initiateurs de la conférence de Rome n'ont pas renoncé car ils savent que la pêche artisanale est la voie de l'avenir et qu'elle doit faire entendre sa voix à tous les niveaux, y compris au niveau international. Sans doute faudra-t-il une nouvelle génération de leaders pour oser reconstruire sur de nouvelles bases une organisation internationale de pêcheurs artisans et unifier les réseaux divisés.

### **Bibliographie**

- BELLE C F. et al., 1988. *Pêcheurs des Tiers-Mondes*. Rennes, CCFD-Solagral.
- BELLE C F., 2001. Loctudy, un après. *Pêche et Développement*, n° 55.
- KURIEN J., 1991. *Ruining the commons and responses of the commoners*. Genève, UNRISD.
- KURIEN J., 2000. *Pour un développement durable de la pêche à petite échelle*. Lorient, CRISLA, Collectif Pêche et Développement.

KURIEN J., 2001. *Droits d'accès, gestion de la ressource et gouvernance*. Lorient, CRISLA, Collectif Pêche et Développement.

O'RIORDAN B., 2000. Loctudy, mer agitée. *Samudra*, n° 27.

*Yemaya*, Lettre d'ICSF sur les questions de genres dans la pêche.